

Assises de la Prévention - Chantier 7 :  
Comment transformer une action de prévention en question publique  
Atelier du 23 novembre 2022

**Présents** : tour de table et présentation :

Ariane MERTENS, Chargée de Prévention Namur-Dinant et ad intérim Charleroi ; et co-animatrice ;

Martine NOTHOMB, Chargée de Prévention pour Luxembourg et co-animatrice ;

Cary SIMON, Criminologue au Parquet de Neufchâteau et de Marche-en-Famenne ;

Julie BELLIERE, Criminologue au Parquet d'ARLON ;

Sarah VICHOFF, Assistante Sociale à l'AMO Droit des jeunes de LIEGE ;

Frédéric WATELET, Directeur de l'AMO Ado Micile à ARLON ;

Leila ZERROUKI, Assistante administrative au Service de la Prévention de BRUXELLES ;

Sohaila EL MALLOULI, Agent de prévention au Service de prévention de BRUXELLES ;

Marc DE KOKER, Directeur de l'AMO Rythme et Co-président du Conseil de prévention de BRUXELLES et représentant de la FIPE au Conseil Communautaire ;

Marie LECLERCQ, Agent au Service de Prévention de DINANT ;

Roselyne HENUZET, Assistante administrative au Service de Prévention de NAMUR et DINANT et rapporteuse ;

Fabienne PIERRE, Agent au Service de Prévention de NAMUR et rapporteuse.

**Excusés** : Valériane REIBEL, assistante sociale au Service Droits des Jeunes de Mons ;

Sophie BOUCHAT, AMO MIC Ados de Marche-en-Famenne ;

François-Xavier DA VIA, assistant social - AMO « A l'écoute des jeunes » - Waremme ;

Edwin de Boeve, Dynamo International

**Absents** : Michel SALESSE, AMO La Rencontre

Thomas LAMBRECHT, Autrement dit

Keira LARDJAM, SAS Bruxelles-Midi

**Invités : RWLP**

Rose MAILLEUX, PEP

Olivier VANGOETHEM : facilitateur en Prévention des inégalités sociales au RWLP

Véronique BOUDLET, facilitatrice en Prévention des inégalités sociales au RWLP

Christine MAHY, Secrétaire générale et politique du RWLP

Anne FOURNIER, témoin du vécu militante au RWLP

Guy CAPELLE, témoin du vécu militant au RWLP

Ariane débute la séance en remerciant le RWLP pour sa présence.

Objectifs de la rencontre :

- Travail sur la mobilisation avec la participation du RWLP, des facilitateurs et des témoins du vécu ;
- Travail sur les valeurs de la Prévention (valeurs communes) ;
- Travail sur le processus

Déroulement de la réunion :

- Présentation synthèse de « Les intelligences citoyennes » : méthodologie de Majo HANSOTTE ;
- Témoignages sur la mobilisation du RWLP, des facilitateurs et des témoins du vécu ;
- Organisation du World-café + retour des différents ateliers.

**1. Présentation synthèse de « Les intelligences citoyennes » : méthodologie de Majo HANSOTTE**

**Ariane MERTENS** : Lors du dernier chantier, il a été évoqué et succinctement présenté « Les intelligences citoyennes » (méthodologie de Majo HANSOTTE). Je m'étais engagée à en faire un résumé, une présentation. Comme c'était un exercice très difficile, des idées clés ont été reprises.

Présentation brève, via un Powerpoint, de « Les intelligences citoyennes » de Majo HANSOTTE. La version complète de ce texte est disponible via ce lien : .....

Remarques/questions :

**Marc DE KOKER** : En 2008, on avait encore des petites illusions, contrairement à maintenant.

**Ariane MERTENS et Martine NOTHOMB** : Majo HANSOTTE, elle, déjà en 2008, n'en avait pas et signalait déjà les dérives.

**Olivier VANGOETHEM** : La presse n'est pas mieux.

**Ariane MERTENS et Martine NOTHOMB** : L'espace médiatique, ce n'est pas que les réseaux sociaux.

**Marie LECLERCQ** : C'est inquiétant de savoir que cela fait 15 ans que c'est signalé mais qu'il n'y a encore aucun cadre légal, aucune formation à l'esprit critique. Il faut apprendre à vivre avec les réseaux sociaux : ils existent et il faut apprendre à les utiliser.

**Martine NOTHOMB** : Ces espaces ont été pris de plus en plus pour...

**Ariane MERTENS** : On ne va pas faire un débat là-dessus....

**Ariane MERTENS** : Cette méthodologie vaut vraiment la peine d'être lue. La résumer c'est perdre une partie des informations essentielles. De plus, elle est agréable à lire et contient des passages captivants et passionnants.

**Martine NOTHOMB** : Ce processus est vraiment intéressant. Majo HANSOTTE est très intéressante si l'on veut construire des démarches et des actions citoyennes.

Pour rappel, cette référence a été citée lors du dernier atelier par Sophie BOUCHAT dans le cadre de sa présentation du collectif Intepell'AMO. Nous nous étions engagées à relire la méthodologie et en retirer l'essentiel pour le transmettre et susciter l'envie de le lire.

## **2. Témoignages sur la mobilisation du RWLP, des facilitateurs et des témoins du vécu**

**Ariane MERTENS** : Pour rappel, il a été décidé lors du dernier chantier (24/10) d'inviter le RWLP ce jour afin de nous expliquer qu'est-ce qui fait que quelqu'un se décide un jour à devenir militant et à s'investir dans un mouvement et à porter des actions, des revendications, des recommandations,... C'est important pour nous de le comprendre car lors de la dernière séance, les discussions ont beaucoup porté sur comment mobiliser les troupes (travailleurs ou jeunes et familles) en faisant le constat que nous sommes dans une période où les gens rencontrent des difficultés à se mettre en projet, à avancer avec des jeunes qui baissent les bras, sont démotivés.

Avant de leur céder la parole, je remercie le Réseau Wallon de la Lutte contre la Pauvreté d'avoir accepté, en force, à notre invitation et avec des profils différents.

**Christine MAHY** : Merci de nous donner la parole et aussi de nous associer à une étape de travail dans un groupe qui réfléchit à ce qui peut passer d'une action de Prévention à une question publique, à une transformation de la réalité sociale au bénéfice des populations. C'est cela qui nous anime et qui importe pour le RWLP.

Je ferai une toute brève introduction et puis je passerai la parole aux uns et aux autres.

Pour faire un lien entre ce que vous avez découvert à travers le livre de Majo HANSOTTE et ce qui vous a été dit. Nous avons travaillé avec Majo HANSOTTE il y a des années, lorsqu'elle se nourrissait pour alimenter sa thèse. Pour le RWLP, passer du 'je' au 'nous' c'est sa raison d'être ; de partir des réalités déposées par des populations, par des personnes, par des groupes de personnes qui fréquentent ou travaillent au RWLP ou celles qui ne fréquentent pas régulièrement et vers lesquelles nous allons à la rencontre sur le terrain parce que nous estimons devoir aller explorer davantage ce que les gens ont à dire de la réalité, de leur ressenti, de comment ils vivent les choses, de quel impact cela a dans leur vie, de comment ils ont envie de nommer ce qu'ils traversent.

Le « Passer au nous », par contre, il se fait dans le cadre du RWLP, puisque l'addition des propos évoqués sont alors mis en commun et travaillés dans un mixte d'apport des témoins du vécu militants, qui sont des personnes bénévoles volontaires qui veulent s'engager dans un endroit où ils se reconnaissent et où ils pensent qu'ils peuvent chercher à faire changer les choses dans la société. C'est le cas de Anne et Guy, qui sont témoins du vécu militants, qui ne travaillent pas au RWLP mais qui participent à des actions, à des processus de travail, à une réflexion dans des temporalités variables, en fonction du thème, du contenu, de ce qui est souhaité et souhaitable pour eux et qui convergent avec des combats que nous avons décidé de mener parce qu'ils émanent des gens.

Le 'nous' il est aussi construit à l'interne de l'équipe avec des personnes qui occupent une fonction de facilitateurs/rices en prévention des inégalités. C'est un peu l'équivalent des experts du vécu, qui travaillent au niveau du Gouvernement fédéral et dans des institutions qui y sont rattachées. Il existe le même dispositif en Flandres, différent du fédéral et du wallon, mais il y a aussi des personnes dont l'expérience, la traversée de la vie a été émaillée de difficultés liées à la pauvreté longtemps, par moment, pour des circonstances de vie et/ou confrontés à des confrontations avec des institutions publiques, associatives (ne pas se sentir entendu, respecté, écouté, compris, vivre des situations d'exclusions de droits, ...) et qui intègrent le RWLP pour venir travailler.

Les chemins ne sont pas tous linéaires puisque Olivier a intégré le RWLP vraiment avec la volonté, le souhait d'être facilitateur en prévention des inégalités. Véronique a intégré le RWLP en entrant dans une fonction administrative et puis c'est en étant dans le RWLP qu'elle a découvert ce que voulait dire militante. Les chemins de la militance sont variables et divers.

Pour le relier à une partie de ce que vous pourrez lire de la méthodologie de Majo, c'est que l'intention du RWLP c'est d'essayer d'aller impacter les droits au bénéfice des populations ; on part des injustices rencontrées par les gens pour aller essayer d'impacter l'organisation des droits et pour

essayer de conduire à des victoires pour que le quotidien des gens change. Ce n'est pas seulement aller crier, manifester mais c'est chercher à arriver à des victoires au bénéfice des gens, donc forcément le politique. Nous avons aussi 'le pouvoir de' (pouvoir d'agir sur) et 'le pouvoir avec' : comment faire à partir de 'nous' mais aussi comment faire dans les interactions avec les administrations, le politique, les médias, les institutions, ... Dans le 'avec', il y a les alliés proches et ceux qu'on essaye d'embarquer. Plusieurs émissions diffusées à la télévision sur le statut cohabitant l'ont été par intérêt pour le sujet. Par exemple pour l'émission « Transversales » (RTBF) : la journaliste a mis plusieurs mois à convaincre sa direction pour l'obtenir : elle avait la conviction et devenait militante en quelque sorte sur le sujet et qu'elle connaissait dans son entourage des personnes qui y ont été confrontées. Elle est venue au RWLP pour se nourrir, essayer de comprendre et ensuite elle est venue chercher des arguments. Des alliés, il faut s'en faire partout. La militance peut être portée par plusieurs modes d'expressions.

Témoignages suivant deux questions, deux axes :

- Qu'est-ce qui les a amenés à la militance ?
- Quelle action du RWLP percevez-vous comme particulièrement pertinente ?

**Olivier VANGOETHEM** : Mon parcours de vie m'a amené à passer par pas mal de stades : poly-toxicomanie (drogues, alcool), prison. Un jour, j'ai décidé de remettre un peu d'ordre en arrêtant les drogues et commencer une cure (alcool). Et à l'occasion d'un problème survenu lors d'une expérience professionnelle, mon organisation syndicale ne savait pas me défendre. J'ai alors décidé de rejoindre le groupe des travailleurs sans emploi (TSE) du syndicat de ma région (Arlon). Lorsque j'ai rejoint ce groupe, j'étais motivée car pas mal de choses s'y faisaient et cela donnait vraiment envie de s'y battre.

La première contrainte c'est le nombre (un noyau de 12 personnes) : insuffisant pour manifester dans la rue. Nous avons donc cherché des solutions pour nous permettre d'être plus visible. Ils se sont donc tournés vers le théâtre-actions : nous avons créé une vente aux enchères de personnes au chômage. Cette pièce a tourné dans pas mal de régions (Namur, La Louvière, Verviers, Bruxelles,...) dans des manifs également où on se baladait avec des chômeurs enchaînés.

Un lâcher de fanion géant sur la façade de la FGTB de Arlon a également été organisé. L'idée c'était de faire de l'image pour attirer l'attention des médias : il faut que cela bouge et que ce soit coloré.

La contrainte de construire quelque chose avec peu de moyens est motivante (car il faut se surpasser) et permet de créer des liens assez forts.

Une marche a également été organisée qui partait de Humain (Marche-en-Famenne) à Bruxelles (1 semaine) pendant laquelle ils allaient à la rencontre des gens et, à l'aide d'un camping-car converti en studio d'enregistrement, les gens parlaient du chômage pendant une minute et étaient enregistrés. A l'issue de cette marche, avec des ateliers d'écriture et des ateliers d'illustration, un livre « Chemin faisant » a été créé.

En plus de la militance, j'ai intégré le FOPES (Faculté ouverte en politique économique et sociale de l'UCL). J'ai alors postulé au fédéral dans la fonction d'expert du vécu car cela correspondait à mes aspirations : faire bouger les lignes. Mais c'était compliqué. Ensuite, j'ai appris par Christine MAHY que la Région wallonne cherchait à intégrer des facilitateurs, experts du vécu au sein du RWLP. C'était l'occasion de faire un lien.

Nous ne disons pas que nous avons raison mais que notre vision des choses est conséquente aux conditions dans lesquelles nous vivons. Nous voyons tous le même arbre mais pas de la même manière et il est important d'apporter ce regard au milieu des discussions pour avoir une idée plus large et plus concrète de ce qui se passe.

**Christine MAHY** : On va continuer car on pourrait rester ...

**Ariane MERTENS** : Vous aurez aussi l'occasion, lors du World-café de vous exprimer.

**Christine MAHY** : Olivier, vous l'aurez compris, il travaille. Vous aurez déjà compris que, et Véronique vous le dira autrement, que c'est à l'intérieur de la structure que la militance s'est inscrite. C'est un

métier de militance. Le cadre professionnel va offrir l'espace pour que la militance puisse y exister avec ses caractéristiques particulières.

Ensuite, la parole sera donnée à Anne qui va également nous expliquer l'enracinement de sa militance, comment elle le voit et ce qu'elle en fait.

**Anne FOURNIER** : Le 'je' en 'nous', cela m'a bien parlé car j'ai commencé à militer petite, dans ma famille car c'était compliqué : famille abusive.

Actuellement, en entendant parler de la prévention, je me suis dit que si je n'avais pas vécu pendant les années 70, ma fratrie et moi serions certainement tombés dans la délinquance assez facilement. A cette époque, il y avait une école, un enseignement qui était forts et qui nous portaient. J'ai milité en famille et puis me suis retrouvée, en situation professionnelle d'avoir un statut d'artiste, d'intermittent du spectacle. J'ai tout vécu comme problèmes sociaux : blocages des allocations familiales, blocages du chômage, ... jusqu'à ce que le statut d'artiste soit reconnu. J'ai vraiment exploré les limites administratives du système et chaque fois je me disais « comment ferait une personne qui n'a pas eu d'éducation, qui ne peut pas s'exprimer, qui parle pas la langue,... ? ». Quand je voyais parfois la complexité, le détail... Et puis mon fils a grandi, je suis tombée malade. Du coup, j'ai eu du temps. De nouveau, explorer une autre facette de l'administration et de ce qui se passe quand on est à cet endroit-là de la vie. Et puis, il y avait à cette époque l'effervescence des « *nuits debout* »\*, en 2014. Nous étions une bande de 14 personnes qui voyait venir la catastrophe : catastrophe climatique=catastrophe sociale. Ensuite, il y a eu un règlement communal pour interdire la mendicité à Namur : il y a eu levé de bouclier et protestation.

De fil en aiguille, voilà comment je suis passée du 'je' au 'nous' et de sentir une sorte de dégradation du bien public, de ce qui fait la richesse d'un village, d'une ville, ce qui fait le patrimoine culturel et social de ses citoyens ainsi que l'effritement de la justice sociale. Fin du mois - fin du monde = même combat.

\*Mouvement « occupy Wall-Street » aux Etats-Unis et qui a fait émergence en Europe

**Christine MAHY** : Et qui est une dimension totalement intégrée à l'intérieur du RWLP parce que ce sont à la fois les militants, la réalité de constatations aux institutions,... et à la fois en se rendant compte que si on ne lie pas ces deux choses-là nous savons qui seront les dindons de la farce : ceux qui le sont déjà aujourd'hui et qui le seront encore un peu plus. Tout cela est lié ensemble et il y a du travail régulier et Anne s'investit à divers endroits avec le RWLP dans ce cadre. Elle nous parlera tout à l'heure d'un exemple qui lui tient notamment à cœur, qui a indirectement quelque chose à voir avec le climat.

Je vais donner la parole à Véronique, qui est entrée par un autre biais et qui, comme moi, n'avait aucun parcours de militante auparavant.

**Véronique BOUDLET** : Je suis entrée au RWLP en répondant à une enquête sur les familles monoparentales. J'étais aidante d'indépendant et suite à une séparation, je me suis retrouvée, avec mes deux enfants, sans statut, avec des allocations de chômage mi-temps. Je n'ai pas eu d'autre choix que de me tourner vers le CPAS, ce qui n'a pas été facile. Afin de récupérer mes droits au chômage, j'ai bénéficié d'un contrat article 60. C'est ainsi que j'ai rencontré le RWLP qui est venu m'interroger sur ma vie de famille monoparentale et puis ensuite, ils sont revenus vers moi pour un remplacement à faire. J'ai effectué plusieurs remplacements. Je ne connaissais pas la militance et puis...(je sais plus).

**Christine MAHY** : Tu as intégré le RWLP et tu as découvert qu'il y a certains droits que tu ne savais pas auxquels tu pouvais accéder. Et donc cela t'a intéressé.

**Véronique BOUDLET** : Et ce que je vivais c'était une injustice : je survivais. Et là, je me suis rendue compte qu'on pouvait faire changer les choses. J'ai assisté, en tant qu'intervenante, avec une personne du RWLP (Pierre), à des formations aux employés des PMS, aux accompagnateurs (rices) de

bus pour témoigner, expliquer certaines difficultés rencontrées par les familles monoparentales ou les familles précarisées.

Je peux voir que les choses bougent et qu'on sert à quelque chose. La première fois que j'ai participé à une grande manifestation, j'ai hurlé et ça fait du bien ! La militance nous porte : je me sens beaucoup plus forte....

**Christine MAHY :** Merci Véronique. Et donc, Véronique est toujours investie notamment dans un travail avec la Région wallonne sur la monoparentalité : réforme du site, comment continuer à faire avancer la réglementation.

Un des éléments importants c'est le fait de sentir que ça bouge et d'avoir certaines victoires. Par exemple, le déploiement d'emplois dédiés exclusivement à des compétences ressources pour les familles monoparentales dans le champ mutualiste en région wallonne ; ce n'est pas créer de nouveaux services mais additionner à certains endroits, dans les mutuelles, un poste de travail qui va se spécialiser mais être aussi une ressource pour les collègues, créer une dynamique d'attention. Ce résultat est une orientation, une dynamique qui a pris du temps (début lors de la législature précédente) mais c'est sur la table. Donc, le côté des victoires est porteur aussi dans la militance.

Guy, qui est témoin du vécu militant, va aussi nous raconter ce qui l'a amené là et va expliquer aussi comment il s'en sert aux couleurs locales à Ciney, à travers un groupe citoyen.

**Guy CAPELLE :** Bien sûr, on ne naît pas militant. J'ai fait toute ma carrière à la Poste. Mais j'ai toujours été interpellé, sans être militant à ce moment-là, par la précarité, par « Les invisibles » c'est-à-dire les gens qu'on ne voit pas ou qu'on ne veut pas voir (misère,...). Et donc, j'ai pu évoluer durant les années 80. Mon métier m'a permis de prendre le temps d'entrer chez les gens, même si je n'avais pas de courrier. Parce qu'il y avait une personne, un couple qui m'attendait avec impatience car j'étais leur seule visite de la journée. Sans m'en rendre compte, je jouais déjà le début d'une militance car je n'étais pas uniquement agent des postes ; j'étais aussi aide-soignant, banquier, pharmacien, je sortais les poubelles, je remplissais le poêle à bois ou au charbon,... Très important aussi : l'écoute. Ecouter est un art, écouter ce n'est pas dire « Si j'étais à ta place... ». Ecouter c'est écouter, vraiment. Malheureusement, j'ai connu dans ma carrière une agression qui m'a fort marqué : j'ai été braqué et donc menacé de mort durant 45 minutes. Je suis d'ailleurs très sensible par rapport aux agressions commises sur les femmes. Ma fin de carrière a malheureusement coïncidé avec un divorce et une situation de surendettement. J'ai donc été confronté, pour la première fois, à la nécessité de pousser la porte d'un CPAS pour accéder au service médiation de dettes (honte). Un troisième élément qui est survenu, en même temps, c'est qu'on m'a demandé si ça m'intéressait de jouer au théâtre. J'ai accepté et c'est à partir de là que j'ai vraiment commencé à devenir militant car je me suis interrogé sur ce que j'allais faire du reste de ma vie. Car j'étais de plus en plus sensible, impliqué, interpellé par les plus démunis, par l'injustice sociale qui me heurtait de plus en plus. Et j'ai entendu parler du RWLP : un bateau qui se trouve à Namur muni de passerelles que l'on peut passer sans problème. Je me suis retrouvé à 100% dans mes convictions, mes idées, mes combats et aussi, surtout, de ne pas être seul à me battre contre des géants. Le RWLP est une structure et c'est extrêmement important. Il y a beaucoup de choses qui m'ont percutées mais il y en a une qui m'a particulièrement énervé, c'est la GRAPA (pansement que le gouvernement accorde à des pensionnés qui n'ont pas assez pour vivre). Pourquoi ne pas donner directement un montant correct à toute une série de gens ? Et ce pansement, qu'a-t-on trouvé de mieux que de le faire contrôler par des facteurs ? Vous rendez-vous compte pour moi en tant que facteur ? C'est révoltant. J'ai eu l'occasion, grâce au RWLP, avec Merlin, d'aller voir le Ministre des Pensions à Bruxelles et puis, ensuite nous sommes allés pour la première fois au Parlement à Bruxelles. Et là, nous nous sommes exprimés et les gens qui m'écoutaient ont bien vu que j'étais réellement en colère.

Ceci juste pour vous dire ce que le RWLP me permet de faire. Parce qu'encore une fois, si je reste seul dans mon coin, je ne vais pas aller interpellier un Ministre ou le Parlement.

**Christine MAHY :** Je pense que Guy montre bien une alliance entre les témoins du vécu, les facilitateurs, l'équipe,... pour porter quelque chose. Alors, si tout n'est pas gagné pour la GRAPA, il y a

eu des avancées. Malheureusement, tout n'est pas gagné mais il y a eu des petits éléments qui provoquent moins rapidement le risque de drames et de sanctions aux porteurs de la GRAPA. Et c'est important ce que dit Guy aussi, parce que vous avez tous parlé d'injustice, c'est parfois se battre pour qu'un sparadrap ne devienne pas, en plus de mettre un sparadrap, une violence. La GAPA c'est un sparadrap qui devenait encore plus violent mais en parallèle, on se bat pour que ce sparadrap puisse être arraché et que des droits complets existent. C'est important de le dire de cette façon-là.

On va juste relever des points un peu saillants :

Tous vous évoquez que ce qui doit animer c'est au moins une injustice fondamentale qui est vissée au ventre. Après on peut très bien s'intéresser à d'autres injustices qu'on ne connaissait pas ; c'est ce qui se passe. Ce qui est important de dire aussi, car vous l'avez dit de différentes façons c'est : on ne doit pas attendre d'être 1000 pour croire qu'on peut mener une action. Olivier parlait du tout petit groupe des TSE : cela nous arrive d'être un tout petit groupe aussi mais alors il faut réfléchir à comment ce petit groupe va inventer. L'important c'est la force du propos ou de l'action menée, pas le nombre. Parfois, il faut du monde, bien sûr : parfois c'est absolument indispensable mais on se frène parfois souvent dans la militance à cause du nombre. On éteint alors quelque chose qui pourrait peut-être pourtant émerger et trouver du fruit. Vous avez tous d'une façon ou d'une autre parlé variablement du fait de passer par d'autres langages que la réunion, etc. : on a parlé d'écriture de livre, de théâtre, etc. Au RWLP, ce sont des choses que nous pratiquons avec une certaine régularité. Tout le monde a parlé de temps : il y a le temps « retrouvé » à la pension, il y a le temps retrouvé malheureusement à cause de la maladie, il y a le temps qui peut être donné à l'intérieur d'une structure comme la nôtre à la militance aux facilitateurs, ... Mais ça pose la question aussi de comment on donne, on trouve et on s'impose de libérer du temps pour la prévention notamment dans les structures, les organisations, les associations,... C'est un des avantages de pouvoir réfléchir à cela, parce qu'en effet aujourd'hui tout le monde est compressé et c'est très compliqué. Si on ne sait pas dégager du temps pour cela, il va y avoir un problème car il y a de plus en plus de gens en difficultés. Donc on est « bouffés » par la réalité. Je pense que c'est important. Ça peut aller de « on gueule » dans la rue en manifestation (ça fait du bien et ça fait peur) à « on négocie », « on parle, on va rencontrer » avec de la force et passer par des facettes différentes. On entend bien aussi qu'il faut quelque chose à la fois de libre et d'organisé car il faut converger vers quelque chose qui va conduire peut-être à réussir.

Donc, voilà un peu ce que je relèverais. Les victoires, on en a parlé. Guy a parlé de la GRAPA et d'aller rencontrer des ministres. On voulait partager un exemple ou deux, évoquer comment on est passés de se dire que c'est injuste à essayer d'être dans l'espace public pour un combat. Anne voudrait l'évoquer à partir du combat mené sur le statut cohabitant, Olivier va l'évoquer à partir d'actions sur le droit à l'eau et toi Véro, comme tu as déjà parlé du coût de la scolarité, peut-être que Rose peut dire comment on essaye de monter en puissance politique sur les bourses d'études. Passer de constater à comment on essaie de faire évoluer.

**Anne FOURNIER :** Je vous avais raconté que tout à coup, je me retrouve au RWLP. On a fait une « animation » qui fait son petit chemin en manif lors de la journée du 17 octobre,...qui est une manière un petit peu frappante ce montrer aux gens l'espèce de pression et de stress que représente le statut cohabitant. C'est un lit en métal qui est installé comme un petit appart' dans lequel un petit couple vit tranquille et tout à coup, l'un des deux perd son travail et donc arrive le fameux statut cohabitant et un narrateur explique qu'il y a un contrôle d'un agent du chômage. Les personnes du public tirent des cartes avec des situations et on leur dit que dans 15 minutes, quelqu'un va arriver : que faites-vous ? Tout est en double dans cet appartement figuré. Les gens commencent alors à retirer les doubles, tout ce qui fait que quelqu'un vit avec eux. Après, le constat qu'ils font, c'est : « Quelle pression !!! » Et donc, pour nous c'est réussi car c'est cela qu'on veut montrer. C'est que quand on est dans la précarité on est tout le temps dans la peur. Et faire vivre des moments d'émotions comme ceux-là aux personnes leur permet de comprendre le quotidien d'une mère seule, d'une personne qui se soucie des contrôles : peur sur peur sur peur...Donc, c'est important aussi que l'émotion soit parfois ressentie par les autres qui ne se rendent pas bien compte. C'est

pour cela que j'aime bien cette action car elle suscite, elle est interactive, elle fait intervenir le public et je trouve que c'est une chouette manière de communiquer des choses que par des textes, des paroles.

**Christine MAHY** : Il s'appelle le « Cohabitanxieux ». Gagner chez le politique c'est aussi sensibiliser l'opinion publique pour que celle-ci fasse pression. Et si l'opinion publique ne fait pas pression, le politique n'a pas trop envie de bouger sur quelque chose parce que cela va coûter cher, parce que parce que... On voit bien que avec l'ensemble des actions (Cohabitanxieux,...) on commence à arriver à faire bouger l'opinion publique par les médias, des mouvements d'éducation permanente qui montent en campagne contre le statut cohabitant, de l'associatif de base etc. Et d'ailleurs, une plateforme vient d'être lancée à l'initiative de PAC, MOC et du RWLP, qui invite qui veut à titre personnel, comme association, comme institution comme organisation à se déclarer contre le statut cohabitant afin de monter en campagne jusqu'aux élections 2024 parce qu'il faut arriver absolument à ce que cela fasse partie de la ???... avec le budget nécessaire pour le faire : c'est vital et indispensable. Sur le statut cohabitant il y a une petite brèche qui a été ouverte pendant les crises : le gouvernement fédéral de lui-même n'a pas appliqué le statut cohabitant sur le chômage temporaire pendant la crise du Covid, lors des inondations et actuellement les mesures de prolongation de chômage temporaire sont répétées pour cause de crise d'énergie. Donc si le gouvernement ne l'a pas appliqué de lui-même, c'est qu'il s'est quand même rendu compte qu'il y avait un problème. Alors comment se fait-il que c'est un problème pour les bénéficiaires du chômage temporaire pour des raisons conjoncturelles et pas pour les autres chômeurs ? Cela veut-il dire que les autres chômeurs sont des chômeurs volontaires, fainéants ... ? Donc, on peut jouer là. Nous avons réussi à demander à ce qu'il ne soit pas appliqué dans le cadre des inondations, lorsque quelqu'un est hébergé chez un hôte qui est chômeur : ils vont geler également l'application du statut cohabitant pour ne pas sanctionner la solidarité. Ils l'ont appliqué d'eux-mêmes pour l'accueil des Ukrainiens et pour le moment, nous nous battons pour essayer de l'obtenir lorsque des gens vont procéder à un regroupement familial pour cause d'incapacité de paiement d'énergie, factures,... : abandon de logement ou de le quitter momentanément. Ce n'est pas acquis, on est en combat pour cela.

Dans le projet de nouvelle réglementation du statut des artistes, il est prévu que les artistes soient immunisés de l'application du statut cohabitant.

Ça fait quand même beaucoup d'exceptions pour dire que finalement pénaliser la solidarité est un problème et pourquoi, immuniser les artistes et pas les autres ? Quel sens cela a-t-il ? Donc nous avons des clés.

Tout cela ne tombe pas du ciel, c'est la conséquence du combat. Aujourd'hui, malheureusement, pour de mauvaises raisons, parce que la classe moyenne est impactée, il faut s'en servir au bénéfice de.

Olivier voulait nous parler d'une action sur les limiteurs de débit d'eau en Wallonie. A un moment, nous avons décidé d'agir. Que veux-tu dire des actions que nous avons menées pour essayer de nouveau d'impacter ?

**Olivier VANGOETHEM** : (temps de silence) Donc, et bien voilà : c'est exactement le temps qu'il m'a fallu pour remplir un verre d'eau avec un limiteur de débit. C'est long, n'est-ce pas ? Cela aurait dû être plus long car j'ai coupé mon chrono. L'action qu'on a menée sur l'eau c'est exactement cela. C'était, au-delà des discours, de faire percevoir aux gens quelles sont ces difficultés. C'est facile d'exprimer la chose mais la ressentir, c'est quand même différent. Je travaille essentiellement sur le sans-abrisme ; j'ai été sans-abri, je sais ce que c'est d'avoir froid et de garder ce froid. Pour l'expliquer à quelqu'un c'est très compliqué, il faut qu'il le ressente vraiment bien. Et l'action sur l'eau, c'était exactement cela : placer les gens dans les situations que les personnes vivent en fonction de leur limiteur de débit d'eau : pas de machine à laver, douches impossibles, temps interminable pour remplir un verre d'eau, remplir un seau... Quand on l'explique ça peut paraître clair mais quand on le vit, qu'on le ressent, quand on le perçoit, le message passe réellement différemment. C'est ça le travail du RWLP, c'est faire du 'nous' avec les autres en essayant de faire



comprendre aux autres c'est quoi 'nous'. Nous sommes des autres êtres humains qui vivent une autre réalité mais nous sommes les mêmes êtres humains que vous et cela vous pend peut-être aussi au nez. Tout cela est imbriqué et ça c'est le fort du réseau : on essaie de travailler l'imaginaire des gens, essayer de leur faire prendre la place des personnes pour souhaiter d'eux qu'ils soient un peu plus empathiques envers ce que les gens subissent. Et puis dans la critique facile « y'a qu'à » ou « Faut pas », ce qui arrive souvent.

**Christine MAHY** : C'était quand même très drôle, ce qu'on a appelé le « Débatorium ». Les politiques qui étaient assis sur le plateau, et c'était une suite de l'action, plutôt que d'avoir un verre d'eau devant eux et une bouteille, ils avaient un petit cubit à côté d'eux mais dont le débit d'eau coulait à l'intensité d'un limiteur de débit. S'ils voulaient boire pendant le débat, ils devaient mettre leur gobelet et attendre qu'il se remplisse pendant tout le débat.

**Olivier VANGOETHEM** : Il y en avait même un qui n'avait pas d'eau et Christine lui a très justement dit « Vous habitez au troisième étage donc le limiteur de débit ne vous permet pas d'avoir de l'eau à cet étage car il n'y a pas assez de pression. Ce qui est complètement vrai. Donc, un limiteur de débit c'est couper l'eau à quelqu'un.

**Christine MAHY** : Cela peut paraître un peu bousculant mais en même temps, ce n'est pas véritablement violent mais c'est mettre dans les circonstances et se rendre compte. Et donc, à un moment, il n'y a pas besoin d'épiloguer : c'est clair.

**Olivier VANGOETHEM** : tout ce qu'il y a derrière, c'est de la violence. C'est de la violence subie par un contrôle pour le statut cohabitant, ... En ce moment, nous sommes en discussion : un personne qui s'est fait couper l'électricité depuis trois jours...

**Christine MAHY** : Ce qui est totalement interdit, vous le savez ? Il y a une décision conjoncturelle en région wallonne qui a été prise.

**Olivier VANGOETHEM** : Il y a trois jours, quelqu'un qui s'est fait coupé à Verviers : une personne inondée.

**Christine MAHY** : Une personne de 75 ans, en dialyse, inondée, indépendante qui n'a plus rien. Oui, il y a de l'énergie évidemment. Mega et Orès jouent au ping-pong. C'est dans ces formes-là qu'on aurait envie de dire les choses. Rose va, en quelques mots, nous parler de l'action sur les bourses d'études et comment on essaie de remonter au politique. Parce que juste dire au niveau des limiteurs de débit d'eau : on a pas gagné à 100% parce que la pose est encore possible mais les conditions de la pose ont été depuis peu. On voulait que ce soit retiré purement et simplement : il y a eu un combat politique et un arbitrage. Mais la pose de limiteurs est terriblement compliquée et il y a quand même des sociétés de distribution d'eau qui se sont senties mal à l'aise devant le fait de passer par un procédé pareil pour contraindre les gens à payer leurs factures d'eau pour lesquelles ils sont endettés sur d'autres choses car se passer d'eau est impossible. On n'a pas gagné à ce que ce soit éjecté des textes mais on a quand même gagné pour le moment que c'est largement ralenti, largement diminué et que c'est compliqué d'en laisser placer un. Il ne faut d'ailleurs pas hésiter, si vous avez un situation où cela arrive encore, n'hésitez pas à nous le faire savoir car nous intervenons systématiquement. Quand nous apprenons qu'il y a pose de limiteur de débit d'eau, nous mettons tout en œuvre pour mettre la société de distribution d'eau en difficulté de façon à ce qu'elle soit contrainte d'aller le retirer. Certains acteurs dans les cabinets qui y sont tout à fait défavorables.

**Rose MAILLEUX** : Au niveau du PEP, on travaille notamment pour lutter contre le non-droit des jeunes et de leur famille et il a été constaté que dans l'enseignement secondaire il y a encore beaucoup trop de jeunes et de familles qui n'étaient pas au courant de l'existence des bourses d'études ou elles avaient la connaissance de son existence mais c'est vraiment compliqué de faire les démarches surtout papier ; de trouver le formulaire. L'année passée nous avons déjà commencé une campagne où on a organisé l'information, par le public mais on est repassé par plein de services qui

sont à la rencontre des jeunes et de leur famille pour leur demander de redynamiser l'information et d'aussi accompagner dans les démarches. Donc, pour ça on s'est aussi rendu disponible sur le terrain pour remplir des demandes de bourses d'études et on a relancé cette campagne cette année en refaisant la même chose et on était content de constater que les services qu'on avait contactés continuaient à remettre en place des permanences, plus de personnes à donner l'information et pour taper sur le clou, en plus de ça, on a déjà un communiqué de presse : ça a bien marché car on a été médiatisé. On a été contacté par la télé pour passer au JT. On a aussi réalisé une vidéo sur les bourses d'études à destination du grand public et des professionnels et par la suite, nous avons rencontré le cabinet Glatigny : ses conseillers et l'administration des bourses d'études pour parler de tout ce qu'on rencontrait sur le terrain et de ce que tout ce qu'on souhaitait pour que les bourses d'études soient plus accessibles, moins compliquées. On a eu une petite victoire car cette année Caroline DESIR a fait une circulaire à destination de toutes les directions en 6ème primaire pour donner l'information aux jeunes avant de rentrer en secondaire que les bourses d'études existent car généralement à l'école il y a peu d'information par rapport à cela et on a été contacté par beaucoup de parents via leur école. C'est une petite victoire aussi.

**Christine MAHY** : Parce que c'est d'avoir été pratiqué avec les gens sur le terrain à remonter vers les autorités politiques. Il y a encore beaucoup à faire. Je fais juste un petit lien puis je conclus avec le fait, comme vous êtes des acteurs reliés à la FWB, vous savez qu'il y a un plan de réduction des inégalités et de lutte contre la pauvreté en FWB, un plan n'est jamais qu'un plan. Ça se laisse écrire et quand c'est écrit, ça peut dormir et ne conduire à rien. Je rappelle, et ça c'est quelque chose pour lequel vous pouvez nous interpeller, à Bruxelles il y a le quorum Bruxelles contre les inégalités. Nous sommes dans un processus de travail qui porte sur comment simplifier, comment rendre plus lisible avec les administrations de la FWB des administrations à leur demande et qui sont collaborantes. ça commence par ceux-là. Pour le moment, on est au travail avec un facilitateur en prévention des inégalités .... Pour travailler sur la lisibilité des documents liés à l'inscription scolaire. Il faut le reconnaître quand il y a des choses intéressantes qui se passent. Il y a une nette amélioration. Mais qu'est-ce qui a conduit à ce travail avec les administrations c'est de nouveau le champ de la militance qui a conduit à ce que, enfin, la FWB bouge pour dire. C'est le côté de la militance qui fait que malgré tout, la préoccupation est rendue obligatoire aujourd'hui : le gouvernement, tous les gouvernements suivants n'auront plus jamais le choix de faire ou ne pas faire un plan de lutte contre la pauvreté, ils y sont contraints. Ils n'auront plus jamais le choix de ne pas associer les acteurs de terrain à travailler avec les centres de ressources qui ont été identifiées : c'est écrit dans le décret. Et donc, c'est évidemment si nous nous activons, à partir de la réalité de terrain, d'aller s'attaquer à certaines mesures à l'intérieur du plan pour dire on les porte que elles seront mordillées. Il n'empêche qu'il y a quand même à l'intérieur de l'Administration la cellule (3 personnes) qui a le souhait que ça bouge. Donc, l'intérieur, la contrainte par le Décret au gouvernement, la réalité de terrain qui continue à se battre : voilà on converge. Je vous dis ça aussi parce que la lisibilité des documents vous y êtes également confrontés régulièrement, ça peut aussi être intéressant que vous nous disiez sur ça il faudrait vraiment travailler, il y a urgence. On peut toujours essayer de voir comment on peut faire remonter ça dans la pile. Nous on a fait une priorisation pour le moment du point de vue des populations dans la pauvreté mais cela ne veut pas dire que le point de vue des professionnels sur le terrain n'a pas un intérêt aussi pour se dire dans le fond il y a ça aussi qui converge avec ce que les gens ressentent. Je ferme la parenthèse mais ça relie en fait la logique de militance à la logique de travail avec.

On a peut-être été un peu long mais...

**Martine NOTHOMB** : Long, non ...

**Ariane MERTENS** : Intéressant.

**Martine NOTHOMB** : Tous les points de vue que vous nous avez donnés en tout cas sont des sources de réflexion pour ce que l'on va faire dans le World café qui va être mis en place. Il y a des valeurs,

des motivations, des actions et il y a tout le processus car chacun vous avez donné un processus d'arrivée dans la militance. Car c'était une question posée aussi dans nos réflexions et donc je trouve que ça apporte et ça vient vraiment compléter des choses qu'on a déjà entendues. Moi je me suis permise déjà de relever un peu dans tous les PV et dans l'idée que nous aussi on doit faire des recommandations de là où on est pour pouvoir, que ce soit aux services mais aussi peut-être au gouvernement, sur l'acceptation de travailler autrement.

**Christine MAHY** : Juste dire une chose parce que évidemment vous êtes des acteurs dans le champ AJ, vous avez entendu qu'il y a le travail sur l'école, le statut cohabitant : les jeunes sont largement impactés parce que étudiant, pas étudiant, mise en autonomie...tout ça nous touche mais on mobilise des jeunes évidemment aussi autour de la militance dans le même esprit, la même dynamique (rue, revendication mais aussi porter la parole au gouvernement) Puis en travaillant avec certaines AMO, on a pu travailler avec Interpell'Amo sur la mobilité, avec l'AMO de Dinant. Il n'y a pas de coupure.

**Marc DE KOKER** : D'abord je suis touché par ce que je viens d'entendre et puis je suis interpellé. Touché parce que tous les quatre vous touchez une partie de mon parcours. Quand Monsieur dit (Olivier) moi j'essaie de changer les choses de l'intérieur et je suis content quand je peux changer une virgule : j'étais il y a dix jours devant une Commission au Sénat où j'ai lancé un débat, j'ai parlé pendant 1h1/2 et je suis sorti de là en me disant : « A quoi cela a servi finalement ? » et j'espère que ce la a servi à quelque chose mais j'en suis pas sûr.

Madame parle du moment où elle s'est retrouvée parent solo : je me suis retrouvé pendant trois ans tout seul avec deux enfants, avec le statut d'intermittent mais comme j'étais seul les tournées c'était fini et j'ai dû me débrouiller pendant trois ans avec mes 1100 euros qui venaient du chômage et bosser en noir pour pouvoir payer mon loyer et mes factures. Donc, je connais tout ça. La culture c'est ce que j'essaie de mettre en œuvre dans mon boulot maintenant avec les jeunes : leur permettre de structurer une parole et de la porter, cela me paraît fondamental. Mais en même temps Christine quand tu parles du statut de cohabitant et que tu dis maintenant il y a peut-être une opportunité. Tant mieux, je trouve cela très positif. Nous, un exemple comparable au niveau de l'AJ : le décrochage scolaire, on en parle beaucoup maintenant. Il y a peut-être une opportunité, c'est vrai il y a aussi un énorme danger dans les deux cas. On en parle maintenant parce que ça touche les classes moyennes et je ne sais pas qui on va aider. Peut-être qu'il va y avoir une structure qui va se mettre en place au niveau politique et des changements qui vont aider tout le monde : j'en suis pas encore convaincu. Quand la ministre parle de 85% de taux de décrochage scolaire pour l'année scolaire précédente, nous à Bruxelles on sait que c'est très nettement en-dessous de la réalité mais en dessous de la réalité que nous vivons depuis des années. On a des jeunes à plus de 85% dans les écoles qui décrochent mais qui décrochent passivement, ils sont pas dans les statistiques : ils sont à l'école mais ils n'en ont rien à faire et ils campent.

**Olivier VANGOETHEM** : Ces sont les enfants qui décrochent.

**Marc DE KOKER** : C'est ça.

**Olivier VANGOETHEM** : Mais pas l'école.

**Marc DE KOKER** : Mais les deux.

**Olivier VANGOETHEM** : Non c'est l'école qui n'attire pas l'enfant.

**Marc DE KOKER** : ça je suis d'accord.

**Martine NOTHOMB** : C'est l'école qui a décroché depuis longtemps.

**Marc DE KOKER** : On est d'accord tout à fait sur ce constat-là, c'est le constat que les politiques ne peuvent pas entendre. Les réponses que les sénateurs ont donné c'est : non ce n'est pas l'école qui

décroche c'est parce que les élèves manquent de respect vis-à-vis des professeurs. Donc, il faut être attentif à cela, il faut être prudent, je crois. Une autre chose que vous avez dit et qui me fait un peu bondir quand on parle des bourses d'études. Nous on se bat pour que le papier soit toujours là parce que c'est beaucoup plus compliqué pour les familles de le faire en ligne.

**Christine MAHY** : Nous aussi, nous aussi. La digitalisation... On est d'accord.

**Marc DE KOKER** : Je m'en doute. Et quand tu parles de simplification avec les administrations évidemment que personne n'y comprend rien. Mais personne n'y comprend rien : j'aurai peut-être des problèmes et vous aussi mais les familles qui parlent pas le français ou à peine ils font quoi ? C'est pas là qu'il faut se battre, c'est des guichets qu'il faut rouvrir.

**Christine MAHY** : On est d'accord. Rose a dit c'est compliqué les papiers etc mais en fait c'est compliqué dans les deux cas les bourses d'études : c'est compliqué en digital pour certains mais cela reste que même en version papier c'est extrêmement compliqué parce que tout est compliqué pour introduire la demande de bourse d'études. Mais c'est clair que le digital est un combat quotidien. Les guichets humains, c'est évidemment une réalité. Le télétravail, parlons-en aussi car tout prend beaucoup plus de temps : on répond pas aux mails, on ne répond pas au téléphone...

**Ariane MERTENS** : Je suis désolée mais si on veut lancer le world-café, je vais devoir... il reste une minute.

**Marc DE KOKER** : Une chose que Madame a dit et qui m'a très fort fait réfléchir aussi c'est : « je ne sais pas comment je m'en serais sortie si je n'avais pas eu l'école et si je n'avais pas eu des codes et accès à une information pour me débrouiller et m'en sortir. Je ne travaille qu'avec des jeunes et des familles qui n'ont plus les codes et qui ne les auront pas puisque l'école est en faillite. Je ne sais pas comment ils vont s'en sortir.

**Marie LECLERCQ** : Moi, je me suis dit que dans tous les témoignages, il y avait des ressources. A la base, il y a eu des ressources et ce n'est pas toujours le cas.

**Christine MAHY** : Non, et moi je vais le dire autrement. Chacun a exprimé des ressources mais chacun ne les avait pas intrinsèquement. C'est des rencontres, des opportunités, un choc, un contact, ... On a une collègue au RWLP qui explique régulièrement qu'elle avait tellement peur et honte d'avoir ce sentiment d'être dépendante à la société qu'elle a tout mis en place pour arriver à s'en tirer sans jamais rien demander à personne ni à un service. Et Véronique lui oppose : elle a un moment donné quand elle a compris qu'elle avait des droits elle est entrée dans une autre dynamique en disant j'ai des droits et je vais explorer mes droits jusqu'au bout. Et donc, il n'y a pas de chemin unique et donc évidemment qu'il y a plein de gens comme tu le dis mais c'est pour cela qu'on fait ce qu'on fait. C'est parce que évidemment il faut trouver des espaces temps qui font que ça puisse se dire. Je suis hors tout, je suis méprisé je ne sais même plus que j'ai des droits. C'est avec ces gens-là qu'on travaille évidemment mais c'est la réalité qu'on porte. Personne ne se fait tout seul. Personne n'a des ressources intrinsèquement. On a des ressources s'il y a des ressources dans la famille, si on a des contacts, si on a eu l'argent pour ne pas trébucher, si, si, si... Evidemment, j'espère qu'on l'a bien compris, que cette militance-ci c'est au bénéfice et avec ces populations-là que tu nommes.

**Marc DE KOKER** : Ce n'est pas une critique que je voulais formuler, c'était une réflexion. Je sais qu'on avance en même temps.

**Christine MAHY** : et c'est un chemin aussi. Je tiens quand même à dire que, comme l'a dit Guy, c'est sur un long temps que ça s'est formé dans sa tête l'idée qu'il pourrait devenir un acteur militant qui peut impacter. C'est sur une carrière, c'est sur une vie. Anne, c'est dans un long temps, elle l'a dit. Véronique aussi : elle a d'abord été une épouse, une mère aidante sans statut, une personne séparée qui a souffert et puis qui est passé par un article 60,... Olivier c'est aussi dans un long temps. Alors le

problème n'est pas que tout le monde peut être inscrit dans un long temps mais il faut des gens dans les locomotives et le premier wagon qui ont pu vivre, exercer, rassembler de l'énergie pour aider les beaucoup plus faibles à pouvoir un moment donné aussi grimper dans le wagon.

**Olivier VANGOETHEM** : Les victoires c'est important, même une petite : il faut la célébrer parce que ça motive, ça donne envie d'aller plus loin. Si je restais chez moi, je ne servais à rien. Au moins j'essaie, même si ça ne sert à rien.

**Ariane MERTENS** : Obligation de moyens, pas de résultat.

Et sur ce, moi je vais réussir à stopper les débats même si je sais que c'est très intéressant.

### **3. Organisation du world-café**

Ariane explique ce qu'est un World-café : travail en sous-groupes sur trois thèmes : balises et valeurs communes, mobilisation et processus d'interpellation. Les participants passent d'une table à l'autre Occasion où chacun peut s'exprimer librement. Les groupes doivent se mélanger. Un rapporteur par table note ce qui est dit et en fait un bref retour à la fin de l'animation.

Une seule consigne pour le groupe balises/valeurs : les participants recevront chacun maximum 5 post-it sur lesquels ils doivent noter une balise ou une valeur qui leur semble essentielle dans le cadre de la Prévention.

Ce sera le seul atelier pour lequel les post-it précédents seront cachés.

Durée limitée à 15 minutes pour chaque atelier. A l'issue de ce temps, les participants changent de groupe.

**Ariane MERTENS** : Le RWLP participe également à l'animation et nous les en remercions.

Une des deux agents de Prévention de Bruxelles veut bien me servir de rapporteur pour un des groupes ?

Lancement des ateliers

#### Présentation des retours des différents ateliers :

**Ariane MERTENS** : On arrive tout doucement au bout de cette session de travail. Et donc afin d'éviter les frustrations, je rappelle que notre prochaine session de travail se déroulera le vendredi 16 décembre à 13h30 à La Marlagne. Il va de soi, en accord avec ma co-présidente, et j'espère avec le groupe et je pense que oui, que les personnes du RWLP qui ont envie de poursuivre les débats sont les bienvenus.

Les rapporteurs, pouvez-vous faire un retour en quelques mots ?

Sohaila rapporte le travail de l'atelier « Processus » :

Il faut...

- un espace-temps de parole, pour donner à tous l'occasion de pouvoir parler, s'exprimer, de les valoriser en tant que personne (écoute active = considération). Mais il faut que ces espaces-temps soient accompagnés d'espaces émotionnels (expression par frustrations, tristesse, non-verbal,..) afin qu'ils puissent comprendre leurs émotions.  
Espace-temps de parole = temps de réflexion avec des professionnels. Il faut également accueillir toute parole.
- reformuler ce qui a été dit (car rétractations, changements d'avis,...). La reformulation permet de s'approprier ce qui a été dit autour de la table.

- être authentique, vrai (adultes, intervenants) pour créer un climat de confiance avec les jeunes et d'ainsi formuler plus de commun, quelque chose qui unit tout le monde.
- un fil rouge
- sécuriser la parole au sein du groupe
- faire des réunions informelles pour pouvoir se connaître, échanger (solidité du groupe)
- respecter le rythme de chacun
- pas d'agenda trop précis, évoluer avec le groupe
- leur apprendre ce qu'est la politique ; comprendre pourquoi certains ont peur, n'ont pas confiance en la politique.
- utiliser l'intelligence collective pour arriver à une action concrète.

**Ariane MERTENS** : Ce qui est présenté s'adresse à tous les publics, pas rien qu'aux jeunes.

Roselyne rapporte le travail de l'atelier « Mobilisation » :

- une prise de conscience et un espace pour cette prise de conscience sont indispensables avant tout
- réfractions par rapport à la mobilisation (impunité pour certains manifestants, répressions pour certains). Dans ce cas, comment mobiliser ?
- c'est ouvrir des fenêtres, inciter
- donne du sens à la vie, aux actions
- compliqué de maintenir la mobilisation dans la temporalité
- c'est l'identification et une mise en commun
- importance du réseau, de l'intersectorialité pour mieux comprendre les autres et leurs problèmes
- c'est apprendre à remettre en question, à critiquer
- occasion de visibilité
- doit être pertinente par rapport à un moment donné
- doit avoir une identité propre, sans récupération politique (sinon perte de sens)
- départ : sensibilisation via différents canaux (mise en situation ou théâtre, ...) : identification, émotions,
- nécessité, plus d'efficacité lorsqu'elle est orientée solution
- se donner les moyens, enlever les freins (frais de déplacements pour manifestants)
- point de départ : injustice et pouvoir l'identifier
- ne pas être ciblée sur une thématique trop globale (risque de perte de sens, de pertinence)
- efficacité accrue si plusieurs canaux, instances (police, CPAS, ...) pour pouvoir converger

Marie rapporte le travail de l'atelier « Balises communes » :

- Collectif
- Ecoute
- Disponibilité
- Lanceur d'alerte (interpellation politique)
- Informer (Respect des droits)
- Bienveillance (Soucis de prise en compte du bien-être – Public a oublié d'être attractif)
- Respect :
  - Ouverture d'esprit (prendre en compte les réalités – se décentrer de son vécu, se mettre à la place)
  - Dignité
- Devoir de représentation (déconnexion du monde politique – chaque récit est important)
- Justice sociale pour tous – Equité (Ne laisser personne sur le côté)
- S'adapter – Evoluer plus rapidement
- Climat de confiance – Non-jugement
- Etre créatif
- Visibilité
- Etre convaincu
- Force – Energie

- Solidarité
- (Re)Equilibrage
- Ressources
- Confidentialité
- Autonomie
- Reconnaissance
- Epargne à investissement
- Temps
- Déconstruction
- Anarchie
- Universalité

**Olivier VANGOETHEM** : Les valeurs anarchiques, c'est surtout dans la suppression des dominations, surtout dans ce cadre-là.

**Anne FOURNIER** : Oui et puis de l'horizontalité c'est-à-dire ça se rapporte aussi à la déconstruction : pourquoi les parents seraient au-dessus, pourquoi il y aurait une classe dominante, pourquoi les hommes seraient au-dessus des femmes, ....C'est tout cela qu'il faut déconstruire et remettre à plat et dire comment on peut travailler sans avoir des chefs qui dominent.

**Olivier VANGOETHEM** : La domination de l'homme sur la nature aussi. Et quand tu parles d'universalité c'est vraiment un tout. « Je ne m'occupe pas de la biodiversité, je suis la biodiversité ». On a plutôt tendance en tant qu'être humain, à s'écarter de cela alors qu'on en fait partie intégrante. Lorsque l'Homme comprend cela, il fera peut-être un peu plus attention.

**Ariane MERTENS** : Merci aux rapporteurs. Pour la suite des travaux, on va tenter de digérer un petit peu ce qui s'est dit dans les différentes tables pour retravailler dessus pour vous en présenter une synthèse et on va tout doucement se diriger quand même vers des recommandations écrites. Donc, on va tenter d'avoir quelques pierres à casser, ce qui n'empêchera pas de continuer le dialogue. Il nous reste deux séances pour clôturer les travaux, et notre but, et je tiens à le repréciser, est clairement de ramener ce que le groupe a envie de ramener. L'Administration et le politique ont décidé de nous demander notre avis : c'est l'occasion de le faire. Il faut surtout que chaque membre du groupe puisse s'approprier vraiment ce qui en ressortira. Donc, rendez-vous le 16 décembre à La Marlagne.

Pour le RWLP, qui faut-il contacter ?

**Christine MAHY** : C'est Rose qu'il faut contacter.

**Ariane MERTENS** : Il faudra ajouter Rose dans la liste mail. N'hésitez pas à demander s'il faut prendre quelqu'un en chemin, à la gare...

**Marc DE KOKER** : J'aimerais intervenir. Il y a deux mots quand même dans deux présentations différentes qui me font un peu réagir : c'est 1. leur apprendre la politique : Moi j'ai l'impression que si on est dans un processus de prévention, on a rien à leur apprendre du tout, on doit les accompagner dans la découverte de. Mais ne pas apprendre. Et l'autre chose c'est un mot : la bienveillance qui m'horripile. Je ne pense pas qu'un travailleur social doit être malveillant mais bienveillant ça revient à dire, ça a l'impression que ça a des connotations catho ou autres. On n'a pas à être bienveillants ni malveillants. On est là pour les accompagner et être vrais avec eux. On doit être au minimum empathique, sans entrer en résonance mais bienveillants ou malveillants, pour moi ça veut rien dire.

**Christine MAHY** : Je veux juste faire une réaction sur bienveillance : il y a beaucoup à dire. Par contre, sur accompagner et pas apprendre, pour moi ce n'est pas une opposition. On peut très bien accompagner et on peut très bien continuer à apprendre. Moi aujourd'hui, je continue à apprendre que ce soit dans le champs politique, que ce soit de la parts des témoins du vécu militants qui

apportent de nouvelles choses...Donc, je trouve que c'est important aussi parce que de mon point de vue, ça ne s'oppose pas. Ce qui n'irait pas c'est de dire : on devient des professeurs éducateurs qui donnent le ABCD. Je trouve qu'il ne faut pas annuler le mot apprendre car c'est une chose qui est en train de se perdre dans la société. Régulièrement quand je vais intervenir dans des écoles, des écoles sociales, des écoles d'éducateur... Je trouve tout à fait chouette de dire aux jeunes : On vous écoute dans les cours mais y'a un moment donné où le curseur il va complètement dans on vous écoute et on ne vous apprend plus.

**Marc DE KOKER** : Ce n'est pas cela que je voulais dire. En les accompagnants, ils vont apprendre. Mais c'est pas nous qui leur apprenons.

**Christine MAHY** : Non, en effet, on ne donne pas une matière. Aujourd'hui j'apprends encore des choses en lisant,... Je me suis rendue hier avec Jérémie à l'Administration de l'Enseignement : c'était tout à fait intéressant le travail car nous avons appris des choses au sens direct du terme. Des choses dont nous n'avions pas la connaissance. Et nous aussi, nous avons apporté du bagage. Il faut faire attention car je trouve qu'on est à une époque de société où il y a encore un sentiment aujourd'hui de 'il n'est plus nécessaire d'apprendre. J'ai le droit de dire mais qu'on ne me dise pas que je dois encore apprendre'

**Anne FOURNIER** : Et pour ajouter une nuance à cela, c'était surtout une réappropriation parce qu'il y a souvent un rejet de la politique chez les jeunes. Et en fait, c'était leur apprendre : c'est quoi la démocratie, en quoi on appartient tous à la démocratie, on est tous des acteurs et en quoi être jeune maintenant, ça peut être politique en soi. C'est cette notion de la politique qui n'était pas un métier fait par certaines personnes et qui inaccessible aux autres. On est tous politique en fait.

**Ariane MERTENS** : Je vous remercie pour votre participation à tous, les membres et le RWLP. Il y a une boîte à idées, je la remettrai la fois prochaine, si vous avez des sujets que vous estimez qu'il faut encore creuser par rapport à cela. Et un carnet d'adresses « Contacts presse » si vous avez des coordonnées de gens quelque peu sensibilisés, vous pouvez les noter et nous pourrions les rediffuser.